

COMMUNIQUÉ

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
CNW TELBEC CODE 01

LA RÉPONSE LIBÉRALE À LA CRISE DU FINANCEMENT DU CINÉMA QUÉBÉCOIS

« Une annonce clairement électoraliste »

- Daniel Turp

Montréal, le lundi 5 février 2007 – Le député de Mercier et porte-parole de l'opposition officielle en matière de culture et de communications, M. Daniel Turp, déplore la stratégie nettement électoraliste du gouvernement libéral dans le dossier de la crise de financement du cinéma québécois. « Alors que la ministre de la Culture et des Communications brillait par son absence et par son mutisme l'été dernier au plus fort de la crise, voilà qu'à la veille du déclenchement d'une élection, le gouvernement libéral transforme l'annonce de nouveaux crédits accordés au cinéma en manœuvre tactique », a dénoncé le porte-parole.

« Le cinéma québécois vit une croissance exceptionnelle qui continue de transformer notre industrie et qui a nettement mis en lumière les deux réalités différentes que sont le cinéma québécois et canadien. Or, c'est justement cette incapacité à reconnaître la spécificité de notre cinéma par Téléfilm Canada qui a conduit à la crise. Et jamais, ni aujourd'hui, ni au moment où la crise aurait pu être évitée, la ministre Line Beauchamp n'a fait mention de la participation ou du rôle du gouvernement fédéral. Il s'agit d'un silence plutôt gênant », a affirmé le député de Mercier.

« Nous savons que le gouvernement fédéral a été à l'origine du problème, mais la ministre Beauchamp semble toujours aussi peu résolue à défendre les intérêts du cinéma québécois devant le gouvernement fédéral. Pour l'heure, elle a opté pour la stratégie du repli et a choisi de faire payer Québec pour l'incapacité de son gouvernement à se tenir debout face à Ottawa », a déclaré M. Pierre Curzi, candidat du Parti Québécois dans la circonscription de Borduas.

Par ailleurs, l'opposition officielle souhaite que l'industrie du cinéma québécois profite au maximum de cette aide. « L'État québécois a le devoir d'accompagner les acteurs de notre cinématographie nationale. Pourquoi faudrait-il, comme le fait la ministre Beauchamp, accepter sans broncher que le gouvernement fédéral ne fasse pas sa part ? En agissant ainsi, le gouvernement Charest nuit aux intérêts du Québec », a conclu Daniel Turp.

– 30 –

Source : Julien Baudry
Chargé de projets – Relations de presse
Parti Québécois
514-526-2330 poste 265